



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

FEMMES, C'EST NOTRE TOUR ! EMAZTEOK, GURE ALDIA DA !

Forum du 16 janvier 2020ko urtarrilaren 16a, Baiona-Bayonne

SYNTHESE DES ECHANGES

Jeudi 16 janvier, le forum organisé par la commission Egalité Femmes-Hommes du CDPB a réuni plus de 120 personnes. Au programme, une table-ronde et trois ateliers participatifs pour placer l'égalité au cœur du débat local et imaginer des propositions pour faire avancer ce défi majeur. A quelques semaines des élections municipales, l'égalité se pose très concrètement en termes de parité.

Quels sont les freins mais aussi les ressorts et les opportunités pour permettre aux femmes de s'investir pleinement dans la vie publique, d'être reconnues et de s'y épanouir ? Comment traduire l'égalité femmes-hommes concrètement dans les politiques communales ? La parité est-elle garante d'une égalité réelle ?

Ces questions ont guidé les échanges de la soirée.

emazteen aldi !
2020
♀♂
vers l'égalité réelle ?

CDPB/IEHGK 16.01.2020



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

TABLE RONDE : QUATRE REGARDS PASSIONNANTS

Claudy Vouhé est co-fondatrice du réseau Genre en Action et travaille avec des organisations sur la prise en compte du genre dans les politiques de la ville.

Juana Aranguren est avocate spécialisée des droits des femmes et préside depuis 2011 l'association à l'origine de la Maison des femmes de Donostia-San Sebastián.

Clémence Labrouche est l'auteure de la thèse sur « La condition élective régionale et la parité ».

Nicole Abar, ancienne footballeuse professionnelle, œuvre depuis de nombreuses années pour l'égalité entre les filles et les garçons dans le sport et à l'école.

LA PARITE EN CHIFFRES ET EN ACTES

Le forum se tient à deux mois du premier tour des élections municipales qui aura lieu le 15 mars 2020 et qui verra le 20^e anniversaire de la loi sur la parité en politique, a rappelé la journaliste **Emmanuelle Lapeyre**, animatrice des échanges. En France, la part de femmes députées est passée en 20 ans de 11% à 39%. Les femmes



représentent 40% des mandats locaux. Mais malgré les avancées législatives, les inégalités perdurent et se reproduisent : quatre femmes Présidentes de Région, seulement 17% de femmes maires au niveau national. En Pays Basque, elles sont 17 sur les 158 maires, soit 7%. 116 communes ont moins de 1000 habitants et échappent à l'obligation de parité. Les portefeuilles des élues restent aussi inférieurs à ceux des hommes, lesquels détiennent la majorité des postes décisionnaires. Les femmes sont ainsi encore loin d'avoir pris pleinement leur place dans la sphère publique.

La table-ronde s'est ouverte sur un constat : la période des élections est un des rares moments où la question de la parité et les problématiques socio-politiques genrées font consensus. Sur la forme, du moins – « en parler c'est déjà le traiter » – car, dans l'intervalle entre deux scrutins, l'absence de politiques publiques orientées vers l'égalité est masquée par une logique d'enchère et des effets de communication.

La persistance des stéréotypes devrait pourtant alerter : à compétences égales, les femmes sont encore considérées – et se considèrent elles-mêmes – comme moins



compétentes que les hommes. Une auto-évaluation biaisée qui a des incidences sur leur choix en termes de carrière politique : l'apprentissage de compétences et de connaissances est moins investi, avant comme pendant une expérience politique. Elles ne pensent pas pouvoir « apprendre sur le tas ». Un conflit interne qui, en revanche, ne semble pas s'imposer chez les hommes politiques. Conclusion : les femmes ne se présentent pas ou refusent certains postes.

LA POLITIQUE, REFLET DE L'ESPACE PUBLIC

L'investissement d'un espace reste toujours dépendant des politiques mises en place et les femmes sont moins présentes dans les espaces publics, à l'exception des déplacements du quotidien. Au sentiment d'insécurité s'ajoute la question du rapport au corps et de l'occupation de l'espace : comment se sentir libre d'agir, d'aller et de venir lorsque la socialisation des filles est orientée vers le calme et la tranquillité, et ce de façon totalement normalisée ?

Les politiques budgétaires sont parfois aussi un outil de reproduction ou de marginalisation des femmes. L'impact des tarifs des transports en commun peut être un frein à la mobilité et alimenter l'exclusion sociale et géographique. La pollution visuelle et les publicités sexistes aggravant les risques d'agressions dans les lieux communs – arrêts de bus, par exemple.

DU GENRE A L'INTERSECTIONNALITE

Le concept d'« intersectionnalité » révèle la pluralité et la logique d'articulation des discriminations et des luttes : classe sociale, origine ethnique et/ou nationale, âge, orientation sexuelle... Le cliché de « l'homme blanc de plus de cinquante ans » aux postes à responsabilité ne sera pas uniquement dépassé en travaillant à l'égalité entre femmes et hommes... ! Et lorsqu'on s'arrête sur les chiffres de la parité en politique, ou de la visibilité des femmes dans l'espace public, il faut aussi s'interroger sur la représentativité des femmes qui parviennent à investir ces espaces.

LES RESISTANCES MECANIQUES

En conclusion des échanges, et parmi les freins principaux à l'égalité femmes-hommes, il a été noté que face à une prise de conscience et une montée en puissance des mouvements féministes on observe « en miroir » une résurgence des oppositions. Le viol collectif perpétré par « la Meute » à Pampelune en 2016 a donné lieu à une mobilisation d'ampleur internationale. Au même moment, le parti espagnol Vox souhaite « renvoyer les femmes à la cuisine » et mobilise un électorat patriarcal qui se sent menacé par la progression des femmes.



ATELIER 1 : LA PARITE POUR DE VRAI !

Quand on est une femme, s'engager dans la vie politique n'est pas une mince affaire. L'atelier, animé par la journaliste Emmanuelle Lapeyre, a réuni une vingtaine de personnes. Des femmes avec ou sans expériences politiques, et aussi des hommes, venus interroger les freins à lever pour permettre « à la moitié de l'humanité » de trouver sa place sur l'échiquier politique.

DES INEGALITES QUI PERDURENT...

La parité est bien désignée comme un moyen pour atteindre l'égalité réelle. Seulement, la route est encore longue avant que cet outil ne devienne effectif, et le fossé se creuse entre la règle et l'usage. Premier indice : le manque de représentation des femmes à l'échelle intercommunale, non soumise aux mêmes règles que les municipalités. Deuxième indice : la surreprésentation des hommes dans les rassemblements d'élu.e.s. Troisième indice : la distribution genrée des délégations. Un homme aux finances, une femme à la petite enfance, cela « va de soi », à tel point que certaines élues reconnaissent ne pas s'être formalisées de cette habitude au cours de leurs mandats.



Des inégalités intégrées, inconsciemment ou non, qui relèvent pourtant d'un paradoxe : les femmes seraient « plus assidues que les hommes », « quand on leur donne un dossier, elles le rongent ». Et pourtant, elles se doivent de « faire leur preuve ». Le besoin de « se légitimer » est bien plus important chez elles que chez leurs homologues masculins. Mais s'agit-il d'un besoin ou d'un devoir ?

ARTICULER SPHERE PRIVEE ET PRATIQUE POLITIQUE, UN PROBLEME DE FEMMES ?

C'est un fait, les femmes assument encore et toujours plus les tâches domestiques que les hommes. Des contraintes qui favorisent une charge mentale, principal motif de renoncement à la vie politique selon Clémence Labrousse, docteure en sciences politiques et invitée de la table-ronde.

L'assignation des rôles révèle une autre conséquence des plus cruciales dans la vie des élu.e.s : les femmes désertent « les bars ». Or, en politique comme ailleurs, les décisions se prennent au bistrot. C'est là où se tissent les réseaux, où s'échangent les expériences voire se nouent les alliances. Des codes dont peuvent être encore exclues une part des femmes, qu'elles soient ou non déjà engagées en politique.



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

Par extension, il n'existerait pas, du moins en Pays Basque, de formation à la pratique politique entre femmes, de réseaux féminins organisés pour pousser ou accompagner les vocations, rassurer, s'armer. Bien qu'elles aient ouvert la voie, les figures locales ne se sont pas mobilisées, ou pas suffisamment, pour soutenir de nouvelles envies chez les femmes.

STOP AUX REPRESENTATIONS !

La discrimination et le sexisme ont encore de beaux jours devant eux. Entre autres clichés relayés au cours de l'atelier, la difficulté pour les élues communautaires de remplir leur rôle car « elles auraient peur de conduire la nuit » ! Parallèlement à ces propos marginaux, l'idée que les rôles seraient différenciés pour les femmes et les hommes est largement véhiculée, parfois même par ces dernières ! En politique ou dans le milieu professionnel, les femmes accèderaient « par effraction » aux postes à responsabilité.

La notion d'autocensure a ainsi été évoquée, aux côtés de l'orientation professionnelle, ou de la faible représentation des femmes politiques dans la presse. Charge à tou-te-s de prendre à bras-le-corps cet inconscient collectif !

OUI, MAIS COMMENT ?

Le monde politique ne serait que le miroir de la société, et un véritable travail de fond s'avère nécessaire pour décloisonner sphère privée, terrain des femmes, et sphère publique, chasse gardée des hommes. En parallèle, la prise en main de solutions pratiques est réclamée : l'organisation concrète des temps de vie politique (heures de réunions, garde d'enfants...) et l'amélioration du statut d'élue pour permettre aux femmes, comme aux hommes, de pouvoir allier vie privée et vie publique. Pour rappel, les femmes ne sont pas les seules à désertier les postes d'élus locaux, notamment dans les petites communes.

Un travail de valorisation des expériences féminines en politique est lui aussi appelé : donner de la visibilité aux femmes en attribuant des noms féminins aux rues, par exemple, ou encore constituer des réseaux forts pour partager son expérience politique.

Et pourquoi pas autour d'un verre, pour commencer ?



ATELIER 2 : L'ÉGALITÉ DANS MA COMMUNE

L'égalité n'est pas qu'une histoire de parité, loin s'en faut. Cette dernière n'est qu'un outil pour atteindre la première. Une fois élu-e-s, les nouveaux-nouvelles représentant-e-s devront mettre en œuvre l'égalité au plan municipal, si ils-elles veulent la rendre effective et réelle dans le territoire. Les quarante participant-e-s de l'atelier animé par Claire Lataillade ont pu s'appuyer sur l'expertise de Claudy Vouhé et Nicole Abar pour explorer des pistes très concrètes d'action.

PENSER LA VILLE POUR ET AVEC LES FEMMES

Comment mettre en place une politique publique d'égalité? Cela passe en premier lieu par accorder la même accessibilité à la ville aux femmes, qu'aux hommes. Le manque d'éclairage, les coupes-gorges, les publicités sexistes... sont autant de messages insécuritaires. Avec l'absence de trottoirs, les transports en commun inadaptés, ou l'éloignement des équipements, la pratique de la rue devient tout aussi discriminante dans les villages, notamment pour les femmes monoparentales ou les plus âgées.



En présence de **Claudy Vouhé**, la question d'un budget communal est apparue comme une possibilité de concrétiser des « vœux pieux ». Le mettre en place requiert un diagnostic précis des dépenses et des investissements : à qui bénéficient les aides et les subventions, comment sont-elles utilisées ? Charge ensuite de veiller à une meilleure répartition.

En parallèle, la possibilité de dédier un budget spécifique aux questions d'égalité est explorée : pour la mise en place d'actions municipales de lutte contre le sexisme ; pour la gestion des problèmes d'insécurité à l'encontre des femmes ; pour la formation spécifique d'agent-e-s communaux ou la création de postes dédiés. Ou encore, un budget participatif mis à disposition des associations et acteurs locaux.

Faire le choix d'une politique égalitaire, c'est aussi en accepter la transversalité et l'appliquer à l'ensemble des politiques communales, en faisant de l'égalité femmes-hommes un critère : pour la dotation de subventions ; pour les aménagements urbains ; pour l'offre de transports ; dans les plans des nouveaux bâtiments ; dans l'attribution des noms des rues des communes...



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

PENSER L'ÉGALITÉ AVEC TOU·TE·S

Comment essaier l'égalité ? La question a été abordée avec **Nicole Abar**, par le prisme de la pédagogie. L'ancienne footballeuse a plébiscité une offre sportive adaptée à tou·te·s, l'égalité d'accessibilité et de qualité des équipements, la promotion paritaire du sport de haut niveau ainsi que la mise en place de lieux non genrés et transgénérationnels pour « mieux vivre ensemble ».

Elle demande de poser un regard attentif et égalitaire à chaque instant, comme avec les photos des campagnes de communication, qui peuvent rapidement véhiculer des stéréotypes. Ou comme avec le langage et les attitudes des enseignant·e·s et des assistant·e·s maternel·le·s vis-à-vis des enfants : dès le plus jeune âge, des différences de traitements et de discours interviennent. En insufflant cette dynamique dans la sphère sociale et au sein des écoles, il sera possible, par ricochet, d'intégrer les foyers et la sphère privée. Car les enfants s'inspirent, et inspirent.

L'implication de tou·te·s les citoyen·ne·s a été soulignée comme indispensable : tout le monde peut prendre part à ce grand challenge, et la meilleure façon de s'associer reste de laisser parler sa créativité : création de commission extra-municipales, marches exploratoires à travers la commune, référendum local, lobbying auprès des candidats aux municipales...

Les idées ne manquent pas et le travail se fera dans la durée.



ATELIER 3 : UNE AUTRE MAISON POUR LES FEMMES

Les « Maison des femmes » se multiplient dans les grandes villes européennes : information, soutien, actions collectives... chacune à sa façon offre un espace de rencontre, de partage et de mobilisation à destination des femmes, des associations et des institutions qui œuvrent à leurs côtés. La commission Egalité Femmes-Hommes du CDPB s'interroge : comment créer une Maison des femmes en Pays Basque ? Animée par la co-référente de la commission Elisabeth Charriau, l'atelier organisé au cours du forum a réuni une quarantaine de personnes et posé les jalons d'une « maison idéale » en s'inspirant des expériences de Donostia-San Sebastián et de Bordeaux.

DES COMPLICES INSPIRANTES...

Invitée à la table-ronde, Juana Aranguren préside l'association à l'origine d'Emakumeen Etxea, la Maison des femmes de Donostia-San Sebastián. Au cœur de la capitale de Gipuzkoa, la Maison a été obtenue après de longues années de revendication, en co-gestion et en co-animation avec la Mairie. Un indispensable au bon fonctionnement de la structure, a insisté la militante.



De nombreuses commissions de travail offrent un large spectre d'activités. Information sur le droit du travail des employées de maison, des personnes migrantes, sur la violence machiste, ateliers d'autodéfense, de littérature, d'*empowerment*, festival de cinéma hors les murs... « Toutes les activités que nous organisons servent à créer de la prise de conscience féministe, à appuyer les mobilisations et à booster les politiques publiques d'Egalité. »

La Maison des femmes est « un espace sûr », ce n'est pas « un lieu d'assistance ni d'assistanat » a précisé **Juana Aranguren**. Un préalable commun à la Maison des femmes de Bordeaux, née en 2001 de l'action de militant-e-s féministes en réponse aux mouvements anti-IVG a expliqué sa co-présidente, **Lydie Delmas**. Sur les bases de la solidarité, de l'accueil et du collectif, la Maison des femmes est à la fois un lieu d'écoute et d'orientation, un espace culturel, un tremplin pour la créativité et la sensibilisation aux droits des femmes.

C'est aussi une structure confrontée à des obstacles liés aux politiques publiques. Les permanences d'accueil et de prise en charge des femmes victimes de violences subissent de plein fouet la diminution des subventions et sont confrontées au problème de rareté



des logements d'urgence, aux difficultés d'obtention des ordonnances d'éloignement. Les Maisons des femmes, si elles n'ont pas vocation à pallier ces déficiences, apparaissent clairement comme des relais pour promouvoir et accompagner la lutte pour le droit des femmes, de toutes les femmes, et comme des lieux de coordination et de rassemblement pluriel.

DESSINE-MOI UNE MAISON

La quarantaine de participant·e·s à l'atelier associait l'ensemble des acteurs de la lutte pour les droits des femmes à des citoyen·ne·s sensibilisé·e·s. Tou·te·s se sont prêté·e·s au jeu de la « Maison idéale », en commençant à croiser les besoins du territoire, l'existant et les aspirations.

La notion de lieu sûr, espace de ressources, est bien entendu partagée. A l'image des deux maisons présentées, la Maison rêvée en Pays Basque se doit de fédérer le maillage associatif, dans toutes ses composantes, en garantissant la neutralité. La question de la visibilité a été abordée, plus précisément la visibilité des actions (sensibilisation hors les murs, pédagogie à destination des jeunes et scolaires) et la visibilité dans le territoire : il s'agirait de ne pas oublier l'étendue du périmètre recouvert par les 158 communes. Pourquoi ne pas envisager, aussi, des actions nomades ?

Si le fonctionnement et les champs d'intervention restent encore à déterminer par la commission, déjà des grandes lignes ont été esquissées : l'*empowerment*, ou « capacitation », par le rapport au corps et sa réappropriation en dehors des attentes et des représentations genrées ; l'autonomisation ; l'accompagnement sororal dans le champ professionnel et le monde de l'entreprise ; le relais d'information vers les différents acteurs, dans une dynamique attentive à la sanctuarisation de leurs financements.

Les premières pierres sont posées.